

ÉDUCATION

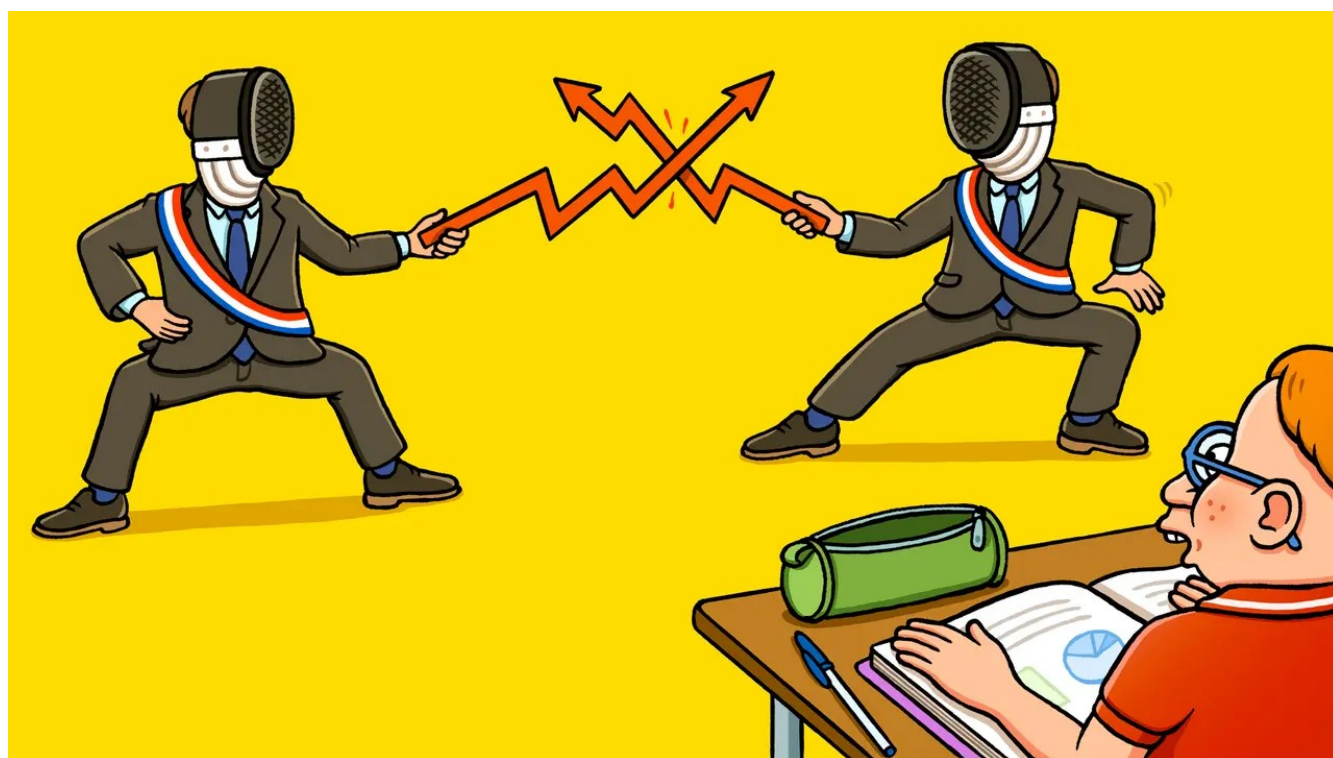
Pourquoi les sciences économiques et sociales dérangent toujours, soixante ans après leur création

Économie Société Education

Depuis 1966, les sciences économiques et sociales sont devenues une matière scolaire incontournable. Toujours présentes de la seconde à la terminale, elles n'ont pourtant jamais cessé d'être un champ de bataille politique.

Igor Martinache, le 23 septembre 2026

4 min



© JULES LE BARAZER

A la rentrée 1966, 200 classes de seconde expérimentaient une matière nouvelle,

« initiation aux faits économiques et sociaux », destinée à structurer une nouvelle série du baccalauréat : naissent ainsi les sciences économiques et sociales (SES), toujours présentes en filière générale de la seconde à la terminale, même si la série B, devenue ES, a disparu en 2020 avec la réforme Blanquer.

Bien que sa pertinence ne se soit jamais démentie – bien au contraire –, cet enseignement n’a cessé d’être attaqué de toutes parts, avant même sa création. Ces luttes incessantes autour de la définition d’un « bon » enseignement des sciences sociales rappellent le caractère éminemment politique de l’éducation, tant pour les contenus transmis aux jeunes générations que pour les structures qui l’encadrent.

La naissance des SES s’inscrit dans le mouvement de démocratisation scolaire des années 1960 : le régime gaulliste transforme l’architecture éducative, mettant fin au cloisonnement entre ordres primaires (classes populaires) et secondaire (bourgeoisie).

Conscient du « *rôle de plus en plus grand que jouent dans notre culture les sciences de l’homme* », le ministre de l’Education nationale Christian Fouchet promeut cette « nouvelle culture », aux côtés des lettres et des sciences exactes, malgré les réticences élitistes du général de Gaulle et de son Premier ministre Georges Pompidou, qui voulaient une hiérarchie claire des séries. Et sans tenir compte de l’opposition des professeurs de philosophie, qui y voient un empiètement sur leur territoire et lancent une pétition signée par de nombreuses figures de la discipline¹. Ni de celle des sciences et techniques de l’économie (STE), ancêtres de l’économie-gestion, qui entendent garder le monopole de l’enseignement économique.

« Comprendre le monde »

Un groupe de travail est formé dès 1964. Après de vifs désaccords, c’est le projet de l’historien Charles Morazé, proche de l’école des Annales de Fernand Braudel, qui l’emporte sur celui des économistes orthodoxes. Il en reprend l’approche par « objets-problèmes », croisant plusieurs sciences sociales sur une même question, et promeut une pédagogie active rendant l’élève acteur de son apprentissage, via le travail sur documents liés à l’actualité pour monter en généralité – transmettant au passage des savoir-faire clés : lecture, analyse et synthèse de textes, graphiques et tableaux.

Le géographe Marcel Roncayolo, qui a piloté ce groupe, résume : « *On ne voulait*

pas former des gens pour faire de l'économie, mais pour comprendre le monde dans lequel ils vivaient. » Le préambule des programmes de 1967 précise qu'il s'agit « moins d'accumuler un savoir que de créer chez les élèves une certaine attitude intellectuelle ».

Cette finalité n'a cessé depuis de susciter malentendus et affrontements. La discipline s'institutionnalise : Capes en 1969, corps d'inspection dédié (mené d'abord par l'historien de l'économie Guy Palmade), agrégation en 1977, classes prépa B/L en 1982.

Des officines patronales parviennent à infléchir les programmes à chaque réécriture, au détriment des débats, de la pédagogie active et au profit du bachotage

L'Association des professeurs de SES (Apses) est également créée en 1971 par l'inspection générale afin de fédérer ce corps enseignant, après avoir initialement organisé des stages de formation au Centre international d'études pédagogiques de Sèvres destinés aux volontaires issus d'autres disciplines. L'Apses devient rapidement le fer de lance de la défense de l'esprit original des SES contre les offensives engagées alors par des économistes orthodoxes souhaitant normaliser la discipline sur le modèle de ce qui se fait à l'université.

Après une évaluation positive de la commission Jean Fourastié, le Premier ministre Raymond Barre, qualifié de « premier économiste de France », charge en 1979 l'universitaire Joël Bourdin d'évaluer l'enseignement des SES. Son rapport très négatif déclenche une grève de deux jours l'année suivante, conclue par un rassemblement à la Bourse du travail de Paris.

Le ministre de l'Education Christian Beullac nomme alors un nouveau groupe de travail, dont les conclusions désavouent Bourdin et permettent de maintenir l'esprit original des SES dans la confection des programmes suivants.

Assauts contre le pluralisme

Quelques années plus tard, ce sont des officines patronales qui passent à l'offensive, accusant les SES d'être à l'origine de la supposée « inculture

économique des Français » – problème public qu’elles s’efforcent de construire pour délégitimer toute critique de l’économie de marché et éliminer les questions qui fâchent, comme les classes sociales, les conflits ou les inégalités². Elles cherchent à influencer enseignants et ministère, publiant des audits de manuels censés révéler leurs lacunes, oubliant que ces ouvrages sont l’œuvre d’éditeurs privés.

Menés notamment par Michel Pébereau, haut fonctionnaire parti pantoufler à la tête de BNP Paribas tout en dirigeant la fondation pilotant Sciences Po, ces patrons parviennent à infléchir les programmes à chaque réécriture : cloisonnement croissant entre économie et sociologie, volume et prescriptivité accrus, au détriment des débats, de la pédagogie active et au profit du bachotage.

Forte de son importante représentativité parmi les professeurs de SES (plus de 40 % en sont adhérents), l’Apses s’emploie à contrer cette évolution et à préserver l’esprit originel des SES contre vents et marées.

Dernière offensive en date : en avril 2026, Philippe Aghion, qui a présidé la commission chargée de rédiger les actuels programmes, a déclaré devant une commission d’enquête du Sénat avoir « *refait complètement les programmes de SES parce qu’avant ils lisaient Alternatives Economiques. Maintenant, on fait vraiment de l’économie sérieuse au lycée* ». A défaut de postuler pour le prix de l’humour politique, il a au moins rappelé ainsi que le pluralisme était un combat.

Pour en savoir plus :

Les sciences économiques et sociales. Histoire, enseignement, concours, Marjorie Galy, Erwan Le Nader et Pascal Combemale (dir.), La Découverte, 2015.





Article écrit par

Igor Martinache

Enseignant de sciences économiques et sociales

Voir tous ses articles